

Crédit à mort

par Anselm Jappe

(Revue *Lignes* n°30, *La crise comme méthode de gouvernement*, Paris, octobre 2009)

« Le site du *Guardian* pointait vendredi que l'immeuble de Time Square, au cœur de Manhattan, affichant sur son fronton le montant de la dette publique américaine, n'a plus assez de place pour loger la quantité astronomique de milliards de dollars, précisément 10 299 020 383, une énormité due notamment au financement du plan Paulson et à la mise sous perfusion des agences Freddie Mac et Fannie Mae. Il a même fallu éliminer le symbole '\$', qui occupait la dernière case de l'affichage, pour que le passant puisse boire ce chiffre jusqu'à la lie ¹. » Qui veut s'en souvenir maintenant ? La grande peur d'octobre dernier semble déjà plus loin que la « grande peur » du début de la Révolution française. Il y a un an pourtant, on avait l'impression que des voies d'eau s'étaient grandes ouvertes et que le navire coulait à pic. On avait même l'impression que tout le monde, sans le dire, s'y attendait depuis longtemps. Les experts s'interrogeaient ouvertement sur la solvabilité des Etats même les plus puissants, et les journaux évoquaient en première page la possibilité d'une faillite en chaîne des caisses d'épargne en France. Les conseils de famille discutaient pour savoir s'il était nécessaire de retirer tout l'argent de la banque et de le garder chez soi ; des usagers des trains se demandaient, en achetant un billet à l'avance, si ceux-ci circuleraient encore deux semaines plus tard. Le président américain George Bush s'adressait à la nation, pour parler de la crise financière, en des termes semblables à ceux employés après le 11 septembre 2001, et *Le Monde* intitulait son magazine d'octobre 2008 : « La fin d'un monde ». Tous les commentateurs étaient d'accords pour estimer que ce qui était en train de se passer n'était pas une simple turbulence passagère des marchés financiers, mais la pire crise depuis la Deuxième Guerre Mondiale, ou depuis 1929.

Il était bien étonnant de constater que les mêmes, du *top manager* au RMiste, qui, jusqu'à la crise, semblaient convaincus que la vie capitaliste ordinaire continuerait à fonctionner durant un temps indéfini, pourraient se faire si vite à l'idée d'une crise majeure. L'impression générale de se sentir au bord d'un précipice était d'autant plus surprenante qu'il ne s'agissait alors, en principe, que d'une crise financière dont le citoyen moyen n'avait connaissance que par les médias. Pas de licenciements de masse, pas d'interruptions dans la distribution des produits de première nécessité, pas de caisses automatiques qui ne distribuent plus de billets de banque, pas de commerçants qui refusent les cartes de crédit. Pas encore de crise « visible », donc. Et pourtant, une atmosphère de fin de règne. Ce qui ne s'explique qu'en supposant que, déjà, avant la crise, tout un chacun sentait vaguement, mais sans vouloir s'en rendre entièrement compte, qu'il avançait sur une mince couche de glace, ou sur une corde tendue. Quand la crise a éclaté, aucun individu contemporain n'a été, au fond, davantage surpris qu'un gros fumeur à qui l'on apprend qu'il a le cancer. Sans que cela apparût clairement, la sensation était déjà largement répandue que cela ne pouvait plus continuer « comme ça ». Mais peut-être faut-il s'étonner davantage encore de la célébrité avec laquelle les médias ont mis l'apocalypse au rancart, pour recommencer à s'occuper des pêcheurs d'huîtres ou des frasques de Berlusconi. S'étonner des économistes qui annoncent avec aplomb que c'est déjà fini et que tout ira à nouveau pour le mieux ; des épargnants qui s'approchent à nouveau de leur banque sans la moindre crainte de la trouver fermée ; du

¹ E. Fottorino, « Retour au réel par la case désastre », *Le Monde* 11. 10. 2008

citoyen moyen pour qui la crise se résume à des vacances plus courtes cette année... Même les experts qui nous expliquent benoîtement que rien ne s'est passé et que rien de fâcheux n'arrivera, devraient s'inquiéter, et tenir pour suspect un soulagement et un oubli aussi subits. Mais eux aussi continuent à faire comme le malade du cancer qui fume ostensiblement pour se démontrer que sa santé est excellente. Eux aussi se sont déjà habitués à faire avec. Pendant des décennies, un taux de croissance économique insuffisamment élevé était tenu pour une catastrophe nationale – aujourd'hui, la croissance est, pour la première fois depuis soixante ans, vraiment négative. Qu'à cela ne tienne : la croissance sera de retour dès l'année prochaine – ils l'assurent, imperturbables.

Rien de nouveau sous la couche d'ozone trouée : ni la science officielle, ni la conscience quotidienne ne parviennent à imaginer quelque chose de différent de ce qu'ils connaissent déjà – du capitalisme donc et du capitalisme encore. Celui-ci peut traverser un orage, il peut montrer des « excès », les temps prochains peuvent être durs, mais les responsables en tireront les leçons : les Américains, d'ailleurs, ont enfin élu un président raisonnable, et les réformes nécessaires vont être adoptées – après la pluie, le beau temps ! Il n'est guère surprenant que les optimistes appointés, les seuls normalement autorisés à s'exprimer dans les institutions et les médias, annoncent ainsi à chaque hirondelle le retour du printemps. Que pourraient-ils dire d'autre ?

Mais au plus fort de la crise de 2008, les médias se sentirent obligés de donner de temps à autre la parole à ceux qui en offraient une interprétation « anticapitaliste », donc à ceux qui présentaient cette crise comme la manifestation d'un dysfonctionnement plus profond, et qui ne manquaient donc pas d'en appeler à des « changements radicaux ». Tandis que le « Nouveau parti anticapitaliste » et ses congénères claironnaient, évidemment, qu'il « n'est pas question de payer leur crise », en sortant de leurs caves les tracts qui restaient de manifestations d'il y a dix, vingt ou trente ans, les représentants les plus connus de ce qui est considéré aujourd'hui comme une critique implacable de la société contemporaine – c'est-à-dire les Badiou, Zizek, Negri – ont eu droit à des tribunes plus longues que d'habitude dans la presse, ou se sont de toute manière sentis le vent en poupe. Ceci est tout de même quelque peu surprenant, la possibilité d'une crise majeure du capitalisme, non provoquée par une résistance des « exploités » ou de la « multitude », mais par un enrayement de la machine – sans aucun responsable donc – n'étant pas du tout prévue dans leurs analyses. Et en effet, eux aussi ont expliqué, à leur manière, qu'il faut circuler et qu'il n'y a rien à voir ; que c'est une crise comme une autre, qui passera comme les autres ont passé, parce que la crise est le fondement normal du capitalisme. Mais ce qu'ils appellent la crise – l'effondrement des bourses, la déflation mondiale – n'est en vérité qu'un ensemble de phénomènes secondaires. Ce sont les manifestations visibles, l'expression en surface de la crise véritable, de cette crise véritable qu'eux-mêmes ne réussissent pas à penser. Les adversaires déclarés du capitalisme – gauche « extrême » ou « radicale », marxistes de diverses obédiences, « objecteurs de croissance » ou écologistes « radicaux » – s'acharnent presque tous à croire à l'éternité du capitalisme et de ses catégories, davantage parfois que certains de ses apologistes ².

Cette critique du capitalisme ne s'en prend qu'à la *finance*, considérée comme la seule responsable de la crise. L'« économie réelle » serait saine et ce serait seulement une finance

² « Les cent cinquante intervenants (dont une soixantaine d'étrangers) qui se sont exprimés les 4, 5 et 6 juillet lors des 9^e Rencontres d'Aix-en-Provence, organisées par le Cercle des économistes, ont, dans leur immense majorité, tenu des propos plus alarmistes. Il y a d'abord ces chiffres, terrifiants, de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). D'avril 2008 à avril 2009, le chômage a crû de 40 % dans les pays les plus riches. De 2007 à 2010, il devrait même y avoir 26 millions de chômeurs en plus, un bond de 80 %, sans précédent en si peu de temps. "Le plus gros de la détérioration reste à venir", a mis en garde Martine Durand, responsable de l'emploi. Or, selon Patrick Artus (banque Natixis), "les emplois perdus le sont de façon irréversible". » (Frédéric Lemaître, « Et si la crise économique ne faisait que commencer ? », *Le Monde*, 6. 7. 2009.)

ayant échappé à tout contrôle qui mettrait en danger l'économie mondiale. De là que l'explication la plus expéditive, mais qui est aussi la plus répandue, en attribue toute la responsabilité à l'« avidité » d'une poignée de spéculateurs qui auraient joué avec l'argent de tous comme s'ils étaient au casino. Et, en effet, ramener les arcanes de l'économie capitaliste, lorsque celle-ci se met à fonctionner mal, aux agissements d'une conspiration de méchants s'inscrit dans une tradition longue et dangereuse. C'en serait la pire des issues possibles que de désigner une nouvelle fois des boucs émissaires, la « haute finance juive » ou autre, à la vindicte du « peuple honnête » des travailleurs et des épargnants. Et il n'est pas beaucoup plus sérieux d'opposer un « mauvais » capitalisme « anglo-saxon », prédateur et sans bornes, à un « bon » capitalisme « continental », considéré comme plus responsable. On a vu qu'il n'y a guère plus que des nuances pour les distinguer. Tous ceux qui appellent maintenant à « réguler davantage » les marchés financiers, de l'association ATTAC à Sarkozy, ne voient dans les folies des bourses qu'un « excès », une excroissance sur un corps sain.

L'« anticapitalisme » de la gauche radicale n'est qu'un « antilibéralisme ». La seule alternative au capitalisme qu'elle ait jamais pu concevoir était constituée des dictatures à économie dirigée de l'Est et du Sud du monde ; depuis que celles-ci ont fait banqueroute, ont changé de cap ou sont devenues complètement indéfendables, le seul choix laissé à ces anticapitalistes est un choix entre différents modèles de capitalisme : entre libéralisme et keynésianisme, entre modèle continental et modèle anglo-saxon, entre turbo-capitalisme financiarisé et économie de marché sociale, entre jubilation des bourses et « création d'emplois ». Il peut y avoir différents modes de valorisation de la valeur, d'accumulation du capital, de transformation de l'argent en plus d'argent ; et c'est surtout la distribution des fruits de ce mode de production qui peut changer, profitant davantage à certains groupes sociaux plutôt qu'à d'autres. La crise sera même utile au capitalisme, prévoient-ils : les capitaux en excès seront dévalorisés, et on sait depuis Schumpeter que la « *destruction créatrice* » est la loi fondamentale du capitalisme. Impossible d'imaginer – si l'on veut éviter d'être taxé d'utopiste naïf, ou d'émule de Pol Pot, c'est-à-dire de partisan des seules alternatives au capitalisme que la conscience dominante sache encore évoquer – que l'humanité puisse vivre autrement qu'avec la valorisation de la valeur, l'accumulation du capital et la transformation d'argent en plus d'argent. Il peut y avoir une limite *externe* à la croissance du capitalisme, sous forme d'épuisement des ressources et de destruction des bases naturelles ; mais en tant que forme de reproduction sociale, le capitalisme serait indépassable. Ce que *Le Figaro* déclare ouvertement, les néo-marxistes, les bourdieusiens, les altermondialistes et les décroissants le disent avec des périphrases : le marché est naturel aux hommes. Les anticapitalistes-antilibéraux proposent simplement de retourner au capitalisme « social » des années soixante (indûment idéalisé, cela va de soi), au plein-emploi et aux salaires élevés, à l'Etat social et à l'Ecole « ascenseur social » ; d'aucuns voudraient y ajouter un peu d'écologie, de volontariat ou même de la « décroissance ». En vérité, ils doivent espérer que le capitalisme reprendra bientôt ses esprits et recommencera à tourner à plein régime pour pouvoir réaliser leurs beaux programmes onéreux.

La crise actuelle représente à leurs yeux l'occasion rêvée de trouver enfin des oreilles attentives aux propositions qui sont les leurs depuis longtemps. La crise sera salutaire : elle constituera certes une petite saignée pour certains, elle n'en forcera pas moins les hommes et les institutions à revoir leurs habitudes nocives. Ainsi, chacun de ces critiques bienveillants espère apporter de l'eau à son moulin : régulation des marchés financiers, limitation des primes des managers, abolition des « paradis fiscaux », mesures de redistribution, et surtout un « capitalisme vert » comme moteur d'un nouveau régime d'accumulation et générateur d'emplois. L'affaire est entendue : la crise est l'occasion d'une amélioration du capitalisme, pas d'une rupture avec lui.

Même sur ce plan-là, ils risquent cependant d'être déçus. Dans le contexte de la crise, des réactions tout à fait opposées sont en train de se produire. Ainsi, pour dépasser la crise, on peut prôner des mesures écologiques (comme le promettent Obama ou Sarkozy) ou, au contraire, s'attaquer aux protections existantes elles-mêmes au nom de la « relance de la croissance » et de la « création de postes de travail » (comme le fait Berlusconi, comme le demande l'industrie, surtout celles du bâtiment et de l'automobile, et une partie considérable du public)³. Et que dire lorsque des ouvriers licenciés, pour obtenir de meilleures conditions de départ, menacent de déverser des produits toxiques dans une rivière, comme c'est déjà arrivé plusieurs fois en France ? Est-ce qu'on verra des écologistes en venir aux mains avec des ouvriéristes ? La gauche « radicale » devra maintenant se décider : soit passer à une critique du capitalisme tout court, même s'il ne se proclame plus néolibéral, soit participer à la gestion d'un capitalisme qui a incorporé une partie des critiques adressées à ses « excès ».

Certains observateurs semblent aller plus loin, qui parlent d'un capitalisme qui détruit le monde et est en train de s'autodétruire. Ces cris d'alarme ne dénotent-ils pas une prise de conscience face aux désastres du capitalisme, autant quand il marche « normalement » que dans ses périodes de crise ? Cependant, ces attaques ne sont dirigées, dans la plupart des cas, que contre la récente phase « dérégulée » et « sauvage » du capitalisme, la phase néolibérale, et pas du tout contre le régime d'accumulation capitalise en tant que tel, contre la logique tautologique qui commande de transformer un euro en deux euros et qui consomme le monde concret comme simple matériel pour cet accroissement de la forme-valeur. Selon eux, un retour au capitalisme « sage », parce que « régulé » et soumis à la « politique », devrait logiquement résoudre le problème.

Est-ce donc que le discours « anti-néolibéral » nie qu'il y ait une crise actuelle ? Non, mais il ne veut que guérir les symptômes de la maladie. D'ailleurs, l'incapacité générale d'imaginer que la crise puisse déboucher sur autre chose que le capitalisme encore et toujours forme un contraste frappant avec la perception vague, mais persistante et universelle, de vivre dans une crise permanente. Depuis des décennies, l'atmosphère est au pessimisme. Les jeunes savent, et acceptent avec résignation, qu'ils vivront plus mal que leurs parents et que les nécessités de base – travail, logement – seront de plus en plus difficiles à obtenir et à conserver. L'impression générale est de glisser le long d'une pente. Le seul espoir est de ne pas glisser trop vite, mais non de pouvoir vraiment remonter. Il y a la sensation diffuse que la fête est finie et que les années de vaches maigres vont commencer, une sensation souvent accompagnée de la conviction que la génération précédente (celle des « baby-boomers ») a tout dévoré et peu laissé à ses enfants. La plupart des jeunes en France, au moins parmi ceux qui décrochent quelque diplôme, sont encore convaincus qu'ils réussiront à trouver un trou pour survivre, sur le plan économique : mais rien de plus. On ne peut plus parler d'une crise propre à certains secteurs au profit d'autres qui, eux, seraient en progression : l'effondrement boursier, en 2001, de la « nouvelle économie », pourtant présentée pendant des années comme le nouveau moteur du capitalisme, le démontre. Et nous n'assistons pas à la dévalorisation de quelques métiers au profit d'autres, comme lorsque les maréchaux-ferrants ont été remplacés par les garagistes, et comme la manie des « requalifications » voudrait encore nous le faire croire. Maintenant, il s'agit d'une dévalorisation générale de presque toutes les activités humaines, visible dans l'appauvrissement rapide et inattendu des « classes moyennes ». Si

³ « On prône les « reconversions » (changer de croyance pour changer d'activité) en vue d'une plus grande sobriété, on accuse le « tout à la bagnole », le gaspillage des ressources, l'envahissement de la vie par le travail aliéné, la malédiction du progrès. Mais, dès que la machine se grippe, que le secteur automobile entre en crise, que la publicité déserte les journaux et menace leur équilibre financier, que le chômage touche un nombre important de salariés, le ton change et les vieilles certitudes refont surface », a écrit Gilbert Rist le 26. 11. 2008 dans un blog proche de la « décroissance ».

l'on y joint la conscience, désormais bien ancrée dans toutes les têtes, des désastres environnementaux présents et à venir et de l'épuisement des ressources, il est possible de dire que la très grande majorité regarde aujourd'hui le futur avec crainte.

Ce qui peut paraître étrange, c'est le fait que l'impression, si répandue, d'une aggravation générale des conditions de vie s'accompagne souvent de la conviction que le capitalisme fonctionne à plein régime, que la mondialisation bat son plein, qu'il y a plus de richesse que jamais. Le monde serait en crise, mais pas le capitalisme, ou, comme l'affirment Luc Boltanski et Eve Chiapello au début de leur ouvrage *Le Nouvel esprit du capitalisme*, paru en 1999 : le capitalisme est en expansion, c'est la situation sociale et économique de nombreuses personnes qui se dégrade. Ainsi, le capitalisme est perçu comme une *partie* de la société opposée au reste, comme l'ensemble des hommes qui détiennent l'argent accumulé, et non comme un rapport social qui englobe *tous* les membres de la société actuelle.

Certains, qui se croient plus avisés, voient même dans le discours de la crise une simple invention : des industriels pour baisser les salaires et augmenter les profits, ou de la « domination » elle-même, pour justifier l'état d'urgence planétaire et permanent. Il est vrai que les crises, passées et actuelles, ont servi et servent souvent de légitimation à l'Etat, surtout depuis que celui-ci ne présente plus de projet « positif », mais se limite à gérer les urgences, en mettant lui-même en relief tout ce qui ne va pas (à la différence de la propagande du passé, vouée au « tout le monde est heureux grâce à la sagesse du gouvernement »). Sa tâche est de créer les conditions-cadres du seul but admis, de la seule finalité reconnue de la société mondiale contemporaine, où que ce soit (sauf en Corée du Nord, en Iran et dans quelques autres pays musulmans) : permettre aux individus un maximum de consommation de marchandises et d'« épanouissement personnel ». Si les crises n'existaient pas, les Etats les inventeraient, c'est vrai. Mais seulement les crises secondaires, pas celles qui en menacent les fondements. Durant cette crise, on eut plus que jamais l'impression que les « classes dominantes » ne dominaient pas grand-chose, qu'elles étaient au contraire elles-mêmes dominées par le « sujet automate » (Marx) du capital.

Une critique du capitalisme contemporain très différente de celles évoquées jusqu'ici a cependant été avancée. Elle demande : et si la financiarisation, loin d'avoir ruiné l'économie réelle, l'avait, au contraire, aidée à survivre au-delà de sa date de péremption ? Si elle avait donné du souffle à un corps moribond ? Pourquoi est-on si sûr que le capitalisme lui-même échappe au cycle de la naissance, de la croissance et de la mort ? Ne pourrait-il pas contenir des limites *intrinsèques* à son développement, des limites qui ne résident pas seulement dans l'existence d'un ennemi déclaré (le prolétariat, les peuples opprimés), ni dans le seul épuisement des ressources naturelles ?

Pendant la crise, il était de nouveau à la mode de citer Marx. Mais le penseur allemand n'a pas seulement parlé de luttes des classes. Il a également prévu la possibilité qu'un jour la machine capitaliste s'arrête seule, que sa dynamique s'épuise. Pourquoi ? La production capitaliste de marchandises contient, dès l'origine, une contradiction interne, une véritable bombe à retardement située dans ses fondements mêmes. On ne peut faire fructifier le capital, et donc l'accumuler, qu'en exploitant la force de travail. Mais le travailleur, pour engendrer un profit pour son employeur, doit être équipé des outils nécessaires, et aujourd'hui des technologies de pointe. Il en résulte une course continuelle – concurrence oblige – dans l'emploi des technologies. Chaque fois, le premier employeur à avoir recours à de nouvelles technologies y gagne, parce que ses ouvriers produisent davantage que ceux qui ne disposent pas de ces outils. Mais le système entier y perd, parce que les technologies remplacent le travail humain. La valeur de chaque marchandise singulière contient donc des parts toujours plus minces de travail humain – qui est cependant la seule source de survalueur, et donc du profit. Le développement de la technologie diminue les profits dans leur totalité. Cependant,

pendant un siècle et demi, l'élargissement de la production de marchandises à l'échelle globale a pu compenser cette tendance à la diminution de la valeur de chaque marchandise particulière.

Depuis les années 1960, ce mécanisme – qui déjà n'était pas autre chose qu'une fuite en avant permanente – s'est enrayé. Les gains de productivité permis par la micro-électronique ont, paradoxalement, mis en crise le capitalisme. Des investissements toujours plus gigantesques étaient nécessaires pour faire travailler, selon les standards de productivité du marché mondial, le peu d'ouvriers restants. L'accumulation réelle du capital menaçait de s'arrêter. C'est à ce moment que le « *capital fictif* », comme l'appela Marx, prit son envol. L'abandon de la convertibilité du dollar en or, en 1971, a éliminé la dernière soupape de sécurité, le dernier ancrage à l'accumulation réelle. Le crédit n'est pas autre chose qu'une anticipation des gains futurs espérés. Mais lorsque la production de valeur, et donc de survaleur, dans l'économie réelle stagne (ce qui n'a rien à voir avec une stagnation de la production de choses – mais le capitalisme tourne autour de la production de survaleur, et non de produits en tant que valeurs d'usage), il n'y a que la finance qui permette aux propriétaires de capital de faire les profits désormais impossibles à obtenir dans l'économie réelle. La montée du néolibéralisme à partir de 1980 n'était pas une sale manœuvre des capitalistes les plus avides, un coup d'Etat monté avec la complicité de politiciens complaisants, comme veut le croire la gauche « radicale ». Le néolibéralisme était, au contraire, la seule manière possible de prolonger encore un peu le système capitaliste que personne ne voulait sérieusement mettre en question dans ses fondements, ni à droite ni à gauche. Un grand nombre d'entreprises et d'individus ont pu garder longtemps une illusion de prospérité grâce au crédit. Maintenant, cette béquille s'est également cassée. Mais le retour au keynésianisme, évoqué un peu partout, sera tout à fait impossible : il n'y a plus assez d'argent « réel » à la disposition des Etats. Pour le moment, les « décideurs » ont renvoyé encore un peu le *Mane, Thecel, Pharès* en ajoutant un autre zéro derrière les chiffres fantasques écrits sur les écrans et auxquels ne correspond plus rien. Les prêts accordés pour sauver les banques sont dix fois supérieurs aux trous qui faisaient trembler les marchés il y a vingt ans – mais la production réelle (disons, banalement, le PIB) a augmenté environ de 20-30 % ! La « croissance économique » des années 1980 et 1990 n'avait plus une base autonome, mais était due aux bulles financières. Et lorsque ces bulles auront crevé il n'y aura pas d'« assainissement » après lequel tout pourra repartir.

Pourquoi ce système ne s'est-il pas encore écroulé complètement ? A quoi doit-il sa survie provisoire ? Essentiellement, au crédit. Face aux difficultés croissantes, au long du siècle, de financer la valorisation de la force de travail, donc d'investir en capital fixe, le recours à des crédits toujours plus massifs n'était pas une aberration, mais était inévitable. Même pendant le règne des monétaristes néolibéraux, l'endettement a augmenté fortement. Que ce crédit soit privé ou public, interne ou externe ne change pas beaucoup à l'affaire. L'évolution continue et irréversible de la technologie creuse en permanence l'écart entre le rôle de la force de travail – qui, répétons-le, est la seule source de la valeur et de la survaleur – et le rôle, toujours plus important, des instruments de travail, qui doivent être payés avec la survaleur obtenue par l'exploitation de la force de travail. Par conséquent, le recours au crédit ne peut qu'augmenter au cours des années et évoluer vers un point de non-retour. Le crédit, qui est un profit consommé avant d'avoir été réalisé, peut reporter le moment où le capitalisme atteint ses limites systémiques, mais il ne peut pas l'abolir. Même le plus bel acharnement thérapeutique doit se terminer un jour.

Le crédit ne prolonge pas seulement la vie du système en tant que tel, mais également celle des consommateurs. On sait que l'endettement privé a atteint des chiffres énormes, par exemple 15 000 € pour chaque famille italienne, et beaucoup plus aux Etats-Unis. Et surtout, il augmente rapidement. On peut prendre conscience de l'avenir de ce genre de vie avec

l'exemple d'un pays comme le Brésil, où il est possible d'acheter un téléphone portable et le payer en dix versements, où l'entretien de la voiture peut être réglé en trois fois, et où les stations d'essence ne se font pas concurrence sur les prix du carburant, mais sur l'encaissement des chèques – à 90, 180 jours...

Certains parviennent à s'extasier devant cette « virtualisation » du monde et lui pronostiquent un grand avenir. Mais seule une conscience entièrement post-modernisée est capable de croire qu'une virtualisation sans bases réelles pourra durer toujours. Quelques-uns ont voulu mettre en discussion et « déconstruire » le concept même d'« économie réelle ». Il est sûr que cela arrangerait beaucoup de monde de démontrer que la fiction vaut autant que la réalité, tout en étant beaucoup plus ouverte à nos désirs. Il n'est cependant pas nécessaire d'être un grand prophète pour prévoir que les « dénis de la réalité » prononcés avec des sourires suffisants depuis trente ans n'ont plus beaucoup d'avenir dans une époque de crises « réelles ». L'éditorial du *Monde* déjà cité disait avec raison : « Retour au réel par la case désastre. »

Ce point de vue radical sur la crise – et pour la formulation duquel nous sommes toujours débiteurs des analyses de Robert Kurz – annonce donc d'abord que, même sur le plan strictement économique, la crise ne fait que commencer. Il continue à exister de très nombreuses banques et grandes entreprises qui cachent leur situation désastreuse en falsifiant leurs bilans, et on parle, parmi d'autres faillites à venir, d'un prochain effondrement du système des cartes de crédit aux Etats-Unis. Les sommes astronomiques jetées par les Etats dans l'économie, en abandonnant d'un jour à l'autre la dogmatique monétariste au nom de laquelle on avait poussé des millions de personnes vers la misère, et les annonces d'une régulation majeure n'ont rien à voir avec un retour au keynésianisme et à l'Etat social d'antan. Il ne s'agit pas d'investissements dans les infrastructures, du genre « New Deal », ni d'une création de pouvoir d'achat populaire. Ces sommes ont du coup fait augmenter la dette publique des Etats-Unis de 20 %, mais elles n'ont suffi qu'à éviter l'effondrement immédiat du système de crédit. Pour une véritable « relance de l'économie », il faudrait des sommes encore beaucoup plus gigantesques et qui, en l'état actuel, ne peuvent être obtenues qu'en créant de l'argent par décret, ce qui ne pourra aboutir qu'à une hyperinflation mondiale. Une brève croissance alimentée par l'inflation aboutirait à une crise plus grande encore, parce qu'on ne voit nulle part de nouvelles formes possibles d'accumulation qui, après une « stimulation » initiale exercée par l'Etat, seraient à même de produire une croissance qui reposerait ensuite sur ses propres bases.

Mais la crise n'est pas seulement économique. Quand il n'y a plus d'argent, rien ne marche plus. Au long du XXe siècle, le capitalisme a englobé, pour étendre la sphère de la valorisation de la valeur, des secteurs toujours plus larges de la vie : de l'éducation des enfants à la garde des anciens, de la cuisine à la culture, du chauffage aux transports. On y a vu un progrès, au nom de l'« efficacité » ou de la « liberté des individus » affranchis des liens familiaux et communautaires. Maintenant, on en voit les conséquences : tout s'écroule s'il n'est pas « finançable ». Et ce n'est pas seulement de l'argent que tout dépend, mais pire encore : du crédit. Quand la reproduction réelle est à la traîne du « capital fictif » et que les entreprises, les institutions et des Etats entiers ne survivent que grâce à leurs cotations en bourse, chaque crise financière, bien loin de ne regarder que ceux qui jouent à la bourse, finit par affecter d'innombrables hommes dans leur vie la plus quotidienne et intime. Les nombreux Américains qui avaient accepté des retraites en actions et qui se retrouvent après les cracks sans rien pour leur vieillesse ont été parmi les premiers à goûter de cette mort à crédit. Ce n'était que le début ; quand la crise se répercutera réellement sur la réalité – quand une brutale hausse du chômage et de la précarisation s'accompagnera d'une forte chute dans

les recettes de l'Etat –, on verra des secteurs entiers de la vie sociale abandonnés à l'art de survivre au jour le jour.

Les différentes crises – économique, écologique, énergétique – ne sont pas simplement « contemporaines » ou « liées » : elles sont l'expression d'une crise fondamentale, celle de la forme-valeur, de la forme abstraite, vide, qui s'impose à tout contenu dans une société basée sur le travail abstrait et sa représentation dans la valeur d'une marchandise. C'est tout un mode de vie, de production et de pensée, vieux d'au moins deux cent cinquante ans, qui ne semble plus capable d'assurer la survie de l'humanité. Peut-être n'y aura-t-il pas un « vendredi noir » comme en 1929, un « jour du Jugement ». Mais il y a de bonnes raisons de penser que nous sommes en train de vivre la fin d'une longue époque historique⁴. L'époque où l'activité productrice et les produits ne servent pas à satisfaire des besoins, mais à alimenter le cycle incessant du travail qui valorise le capital et du capital qui emploie du travail. La marchandise et le travail, l'argent et la régulation étatique, la concurrence et le marché : derrière les crises financières qui se répètent depuis plus de vingt ans, chaque fois plus graves, se profile la crise de toutes ces catégories. Qui, il est toujours bon de le rappeler, ne font pas partie de l'existence humaine partout et toujours. Elles ont pris possession de la vie humaine au cours des derniers siècles, et elles pourront donner lieu à quelque chose d'autre : de meilleur ou de pire encore. Peut-être y aura-t-il une petite reprise pendant les prochains mois, ou même pendant quelques années⁵. Mais la fin du travail, du vendre, du se vendre et de l'acheter, la fin du marché et de l'Etat – toutes catégories qui ne sont nullement naturelles et qui disparaîtront un jour, ainsi qu'elles ont remplacé elles-mêmes d'autres formes de vie sociale – est un procès de longue durée. La crise actuelle n'en est ni le début, ni la conclusion, mais une étape importante.

Mais pourquoi cette critique, qui est à peu près la seule à se trouver confirmée par la crise récente, suscite-t-elle si peu d'attention ? Essentiellement parce que personne ne peut vraiment imaginer la fin du capitalisme. L'idée même suscite une peur bleue. Tout le monde pense qu'il a trop peu d'argent, mais chacun se sent menacé dans son existence, même sur le plan psychique, si l'argent fait mine de se dévaloriser et de perdre son rôle dans la vie sociale. Dans la crise, les sujets s'accrochent plus que jamais aux seules formes de socialisation qu'ils connaissent. Il y a un accord général au moins sur une chose : il faut toujours continuer à vendre, à se vendre et à acheter. Voilà pourquoi il est si difficile de *réagir* à cette crise ou de s'organiser pour y faire face : parce que ce n'est pas *eux contre nous*. Il faudrait combattre le « *sujet automate* » du capital, qui habite également dans chacun de nous, et donc une partie de nos habitudes, goûts, paresse, inclinations, narcissismes, vanités, égoïsmes... Personne ne veut regarder le monstre en face. Combien de délires propose-t-on, plutôt que de mettre en question le travail et la marchandise, ou simplement la voiture ! Des « grands scientifiques » déraisonnent sur des satellites géants capables de renvoyer une partie des rayons du soleil ou

⁴ A peu près le seul à avoir affirmé dans les grands médias que le capitalisme était arrivé, après 500 ans, à sa dernière étape et que quelque chose de nouveau allait se mettre en place a été Immanuel Wallerstein (voir son article « Le capitalisme touche à sa fin » dans *Le Monde* du 11. 10. 2008). Cependant, il ne voit dans la crise actuelle rien d'autre que l'éclatement d'une bulle spéculative, qui remonte aux années 1970 ; il la compare à d'autres crises du passé. S'il prévoit une « *phase de chaos politique* », de « *crise systémique* » et la fin du capitalisme dans les prochaines décennies, c'est à cause du rapport changé entre « *centre* » et « *périphérie* ». Son interprétation est donc très différente de celle que nous proposons ici.

⁵ Pendant les dernières décennies, après chaque crise, on a assisté à une « reprise » – surtout des indices boursiers – qui semble démontrer que tout cela n'est qu'une question de cycles, de hauts et de bas. Mais aucune de ces « reprises » n'était le fruit d'un nouveau mode de production utilisant massivement du travail de manière rentable. Ce n'étaient que des croissances fictives de valeur, obtenues en vendant et achetant des titres et en investissant parfois ce capital fictif dans la consommation ou l'achat des services – ce qui a créé chaque fois des bulles financières encore plus grandes et encore plus dénuées de fondement, surtout dans le secteur immobilier.

des appareils capables de refroidir les océans. On propose « *de produire des légumes dans des serres hydroponiques ou même aéroponiques* » et de fabriquer de la viande « *directement à partir de cellules souches* » ; et d'aller chercher les ressources défaillantes, littéralement, sur la lune : « *Elle recèle, entre autres, un million de tonnes d'hélium 3, le carburant idéal pour la fusion nucléaire. Une tonne d'hélium 3 devrait valoir environ 6 milliards de dollars, vu l'énergie qu'elle peut fournir. Et ce n'est qu'une des raisons pour lesquelles tant de pays se concentrent sur un retour à la lune* ⁶ ». Dans le même esprit, on propose de « s'adapter » aux changements climatiques au lieu de les combattre ⁷. Plutôt que de sortir de la « terreur économique », on redouble la menace : « *Plus que jamais les organisations et les humains qui sauront, voudront et pourront s'adapter ont un avenir économique et social. Les tenants de l'immobilisme pourraient perdre toute employabilité* ⁸ », et donc disparaître du monde. Malthus l'avait déjà dit : la faim est le meilleur éducateur au travail. Tout ce qui ne sert pas à la valorisation du capital est un luxe, et dans des temps de crise le luxe n'est plus de mise. Ce n'est pas une perversion, c'est tout à fait logique dans une société qui a fait de la transformation d'argent en davantage d'argent son principe vital.

Tableau apocalyptique, nous rétorquera-t-on : on nous annonce la fin du capitalisme depuis qu'il est né, à chaque difficulté qu'il rencontre. Il resurgit cependant après chaque crise, comme le phénix renaît de ses cendres. En même temps, chaque fois il a changé, et il est très différent aujourd'hui de ce qu'il était en 1800, ou en 1850, ou en 1930. N'assistons-nous pas à une autre mutation de ce genre, où il changerait pour persister mieux ? Pourquoi cette crise serait-elle plus grave que toute autre depuis plus de 200 ans ? Le capitalisme ne pourrait-il pas continuer à exister sous des formes atypiques, entre catastrophes et guerres ? La crise ne serait-elle pas la forme éternelle de son existence, voire de celle des sociétés historiques en général ? Dresser la liste de tous les dysfonctionnements du capitalisme actuel ne peut constituer – ainsi poursuit l'objection – la preuve de sa crise finale que lorsque la brève période fordiste de stabilité est prise pour le seul fonctionnement possible du capitalisme, et toutes ses autres formes d'existence pour des déviations. Les guerres civiles en Afrique et la reféodalisation en Russie, le fondamentalisme islamiste et la précarisation en Europe démontreraient seulement qu'il était impossible d'étendre le modèle fordiste, en tant que tel, au monde entier, mais non la faillite du capitalisme, qui en tant que système mondial consisterait justement dans la coexistence de toutes ces formes, dont chacune, dans son contexte, serait utile au système mondial. Le capitalisme pourrait aussi marcher très différemment que dans l'Europe des années soixante : cela ne ferait que démontrer sa flexibilité. Les destructions qu'il cause, de l'atomisation des individus et de la dissolution de la famille jusqu'aux maladies psychiques et physiques et à la pollution, ne seraient pas nécessairement un symptôme de crise – ils créeraient des besoins et des secteurs de marché toujours neufs qui font marcher l'accumulation.

Mais cette objection ne tient pas : ce qu'elle décrit, c'est la naissance et la perpétuation de formes toujours changeantes de domination et d'exploitation, mais non l'émergence de nouveaux modèles d'accumulation capitaliste. Les formes « non classiques » de création de profit ne peuvent fonctionner qu'en tant que participation indirecte au marché mondial, donc en parasitant les circuits globaux de la valeur (par exemple : en vendant cher la drogue aux

⁶ En guise de punition, on livre ici au public le nom de l'auteur de ces propos : « Plus de croissance est en nous », par Xavier Alexandre, *Le Monde* du 30. 11. 2008, « Chroniques d'abonnés ».

⁷ « S'adapter au changement climatique plutôt que de le limiter ? », *Le Monde* du 21. 08. 2009, sur l'étude que le « Centre de consensus » [!] de Copenhague a confiée à la fondation scientifique italienne « Enrico Mattei », liée au groupe pétrolier italien ENI.

⁸ Même punition que pour l'autre : « Le prévisible déclin du salariat », par Camille Sée, *Le Monde* du 09. 08. 2009, « Chronique d'abonnés ».

pays riches, certains pays du « Sud » dirigent vers eux une partie de la « véritable » survaleur obtenue dans les pays riches). Si la création de valeur dans les centres industriels devait s'éteindre tout à fait, il en serait fait aussi des barons de la drogue et des trafiquants d'enfants. Ils pourraient alors tout au plus forcer leurs sujets à créer de nouveau pour leurs patrons un surplus agricole, matériel. Mais même les défenseurs les plus convaincus de l'éternité du capitalisme n'oseraient plus appeler cela un nouveau modèle d'accumulation capitaliste.

Plus généralement, il faut toujours se souvenir que les services et les réparations ne sont pas un travail qui produit du capital, mais qu'ils dépendent des secteurs productifs. Ce n'est pas seulement la théorie de Marx qui le dit (et sur ce point encore plus que sur les autres, elle n'est pas arrivée jusqu'au marxistes), mais même l'expérience de tous les jours : en temps de récession, culture et éducation, préservation de la nature et santé, subventions aux associations et défense du patrimoine, loin de pouvoir servir de « moteur de croissance », sont les premiers à être sacrifiés par « manque de finances ».

Bien sûr, on ne peut pas « démontrer » abstraitement que nous assistons à la fin de la société marchande pluriséculaire. Mais certaines tendances récentes sont effectivement nouvelles. Une limite *externe* a été atteinte, avec l'épuisement des ressources – et surtout de la ressource la plus importante et la moins remplaçable : l'eau –, comme avec les changements irréversibles du climat, les espèces naturelles perdues, les paysages disparus. Le capitalisme se dirige également vers une limite *interne*, parce que sa ligne de développement est linéaire, cumulative et irréversible, et non cyclique et répétitive comme d'autres formes de production. Il est la seule société ayant jamais existé qui contient à sa base une *contradiction* dynamique, et pas seulement un *antagonisme* : la transformation du travail en valeur est vouée historiquement à l'épuisement à cause des technologies qui remplacent le travail.

Les sujets vivant dans cette époque de crise externe et interne subissent aussi un détraquement des structures psychiques qui ont longtemps défini ce qu'est l'homme. Ces nouveaux sujets imprévisibles se trouvent en même temps dans la position de gérer des potentiels de destruction inouïs. Finalement, la réduction de la création de valeur dans le monde entier comporte le fait que, pour la première fois, il existe – et partout – des populations en excès, superflues, qui ne servent même plus à être exploitées. Du point de vue de la valorisation de la valeur, c'est l'humanité qui commence à être un luxe superflu, une dépense à éliminer, un « excédent » – et ici on peut parler d'un facteur tout à fait nouveau dans l'histoire !

Malheureusement, la « crise » n'entraîne pas derrière elle une « émancipation » garantie. Il existe beaucoup de gens en colère parce qu'ils ont perdu leur argent, ou leur maison, ou leur travail. Mais cette colère, à la différence de ce que la gauche radicale a toujours cru, n'a rien d'émancipateur en tant que tel. La crise actuelle ne semble pas propice à l'émergence de tentatives émancipatrices (au moins dans une première phase), mais au sauve-qui-peut. D'ailleurs, elle ne semble pas plus propice aux grandes manœuvres de rétablissement de l'ordre capitaliste, aux totalitarismes, aux nouveaux régimes d'accumulation sous la férule. Ce qui s'annonce a plutôt l'air d'être une barbarie à petit feu, et pas toujours évidente. Plutôt qu'au grand clash, on peut s'attendre à une spirale descendant à l'infini, une morosité perpétuelle laissant le temps de s'y habituer. On assistera assurément à une diffusion spectaculaire de l'art de survivre de mille manières et de s'adapter à tout, plutôt qu'à un vaste mouvement de réflexion et de solidarité, où tous mettent leurs intérêts personnels de côté, oublient les aspects négatifs de leur socialisation et construisent ensemble une société plus humaine. Afin qu'une telle chose arrive, il devrait d'abord se passer une révolution anthropologique. On peut difficilement affirmer que les crises et les écroulements en cours faciliteront une telle révolution. Et même si la crise comporte une « décroissance » forcée,

celle-ci ne va pas nécessairement dans le bon sens. La crise ne frappe pas en premier lieu les secteurs « inutiles » du point de vue de la vie humaine, mais les secteurs « inutiles » de l'accumulation du capital. Ce ne sont pas les armements qu'on réduira, mais les dépenses de santé – et une fois qu'on a accepté la logique de la valeur, il est assez incohérent de protester contre. Commencer alors avec de petites choses, l'aide entre voisins, les systèmes locaux d'échange, le potager dans le jardin, le bénévolat dans les associations, les « AMAP » ? Souvent, c'est sympathique. Mais vouloir contrecarrer l'effondrement du système mondial avec ces moyens équivaut à vouloir vider la mer avec une cuillère.

Sur quoi débouchent ces considérations désabusées ? Au moins sur un peu de lucidité. On peut ainsi éviter de faire partie des populistes de tout bord qui se bornent à pester contre les banques, la finance et les bourses et contre ceux qui sont censés les contrôler. Ce populisme aboutira facilement à la chasse aux « ennemis du peuple », en bas (immigrés) et en haut (spéculateurs)⁹, en évitant toute critique contre les véritables bases du capitalisme, qui apparaissent au contraire comme la civilisation à sauvegarder : le travail, l'argent, la marchandise, le capital, l'Etat.

Cela provoque effectivement le vertige d'envisager la fin d'un mode de vie où nous sommes tous engloutis jusqu'au cou et qui, maintenant, est en train de sombrer sans que personne ne l'ait décidé, en nous laissant dans un paysage de ruines. Tous les antagonistes prétendus d'antan, le prolétariat et la capital, le travail et l'argent accumulé risquent de disparaître ensemble, enlacés dans leur agonie : c'est la base commune de leurs conflits qui est en train de disparaître.

Pour sortir de la situation, il faut un si grand bond dans l'inconnu que tout le monde – et on le comprend ! – s'y refuse d'abord. Mais le fait de vivre à une telle lisière d'époque est aussi une chance inouïe, malgré tout. Donc : que la crise s'aggrave¹⁰ ! Il *ne s'agit pas* de « sauver » « notre » économie et « notre » mode de vie, mais de les pousser à disparaître plus vite, tout en donnant lieu à quelque chose de meilleur. Prenons l'exemple des longs conflits récents dans l'éducation et l'Université : plutôt que de se plaindre des crédits réduits pour l'éducation et la recherche, ne vaudrait-il pas mieux mettre en question le fait même qu'il n'y ait pas d'éducation et de recherche si elles ne sont pas « rentables » ? Est-ce qu'on doit renoncer à vivre parce que l'accumulation du capital ne marche plus ?

Finalemnt, la sortie ! est le titre d'un tableau de Paul Klee. Déjà pendant la brève crise d'octobre 2008, on avait un peu l'impression que le couvercle était en train de sauter : on commençait à discuter ouvertement des méfaits et des limites du capitalisme. On peut alors avoir confiance, malgré tout, dans le fait que pendant une grave crise prolongée les langues vont se délier, les tabous et les interdits fondre, de nombreuses personnes mettre spontanément en question ce qu'ils considéraient jusqu'à la veille comme « naturel » ou « inévitable » et commencer à poser les questions les plus simples et les moins souvent soulevées : pourquoi y a-t-il crise s'il n'y a que trop de moyens de production ? Pourquoi mourir de détresse, si tout le nécessaire (et même beaucoup plus) est là ? Pourquoi accepter que tout [ce] qui ne sert pas à l'accumulation s'arrête ? Faut-il renoncer à tout ce qui n'est pas payable ? Peut-être que, malgré tout, comme dans les fables, le mot qui sera dit rompra l'enchantement.

Anselm Jappe, philosophe, enseigne actuellement l'esthétique à l'école d'art de Frosinone (Italie). Il a publié plusieurs essais : *Guy Debord*, Editions Denoël, 2001 (1993) ; *Les Aventures de la marchandise - Pour une nouvelle critique de la valeur*, Éditions Denoël,

⁹ Autant la gauche qu'une certaine droite ont protesté (au moins aux Etats-Unis) contre le sauvetage des banques.

¹⁰ F. Partant, *Que la crise s'aggrave*, Paris, Solin, 1978.

2003. Avec Robert Kurz : *Les Habits neufs de l'Empire - Remarques sur Negri, Hardt et Ruffin*, Éditions Lignes, 2003 ; *L'avant-garde inacceptable - Réflexions sur Guy Debord*, Éditions Lignes, 2004. Ancien membre du groupe *Krisis* (Nuremberg) – auteurs du *Manifeste contre le travail* [en téléchargement libre sur www.infokiosques.net], 1999, trad. Fr. Editions Léo Scheer, 2002, rééd. 10/18, 2004 – Anselm Jappe publie de nombreux articles dans divers revues et journaux dont *Iride* (Florence), *Il manifesto* (Rome), *L'indice* (Milan), *Mania* (Barcelone), *Lignes* (Paris) et *Exit !* (Allemagne).